



PREFECTURE
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques
et des installations classées
AR

ARRÊTÉ
du 12 AVR. 2019

**portant mise en demeure à la société KIBAG KIES BASEL
de respecter les prescriptions imposées dans l'arrêté préfectoral du 16 juin 2009
complété réglementant l'exploitation de la carrière de Hégenheim et Saint-Louis**

Le Préfet du Haut-Rhin
*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-1675 du 16 juin 2009 autorisant l'exploitation de la carrière pendant une durée de 20 ans,
- VU** les arrêtés préfectoraux des 8 avril 2014, 3 juillet 2015 et 13 février 2016 portant prescriptions complémentaires,
- VU** le rapport du 28 mars 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que le préfet détient à ce jour un acte de cautionnement de garanties financières de remise en état, délivré le 19 octobre 2015, pour la période allant du 19 octobre 2015 au 16 juin 2019,

CONSIDÉRANT que l'article 1-6-4 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 16 juin 2009 susvisé impose que le renouvellement des garanties financières de remise en état doit intervenir six mois avant la date d'échéance de l'acte de cautionnement, soit avant le 16 décembre 2018,

CONSIDÉRANT que l'échéance de renouvellement est dépassée sans qu'aucun acte de renouvellement de garanties financières de remise en état n'ait été produit par l'exploitant, malgré des relances par courriels des 13 février, 4 et 8 mars 2019,

CONSIDÉRANT en conséquence que la société KIBAG KIES BASEL ne respecte pas les prescriptions de l'article 1-6-4 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2009 susvisé,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement qui stipulent : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité

administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er : La société KIBAG KIES BASEL, dont le siège social est sis 311 Hegenheimerstrasse, 4055 BASEL (CH), est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 1-6-4 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2009 susvisé, dans les conditions précisées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure, le directeur de la société KIBAG KIES BASEL adresse au préfet du Haut-Rhin un acte de cautionnement attestant du renouvellement des garanties financières actualisées pour la période allant du 16 juin 2019 au 16 juin 2024.

Article 3 : En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée au directeur de la société KIBAG KIES BASEL.

Fait à COLMAR, le **12 AVR. 2019**
Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.